

Initiatives ministérielles

les, nous apprendrons qui a contribué au Parti conservateur et qui a fourni ces fonds. La liste est longue.

Je veux parler de ce qui se passe lorsqu'un projet de cette taille est mis à exécution, et des ramifications qu'il a pour la communauté, pour les hôpitaux, pour les services d'ambulance et pour tous les autres services nécessaires.

La communauté a besoin de temps pour déterminer d'où viendra le gravier, d'où viendra la base sociale, d'où viendront les services éducatifs et où installer la structure permettant la réalisation d'un tel projet. De toute évidence, les libéraux et les conservateurs ne se préoccupent nullement de tout cela. La seule chose qui les intéresse, c'est de mettre le projet en route.

Il y a déjà un service de traversiers qui assure le transport. Il n'est absolument pas nécessaire que le gouvernement précipite ainsi les choses. Il faut donner du travail aux gens et s'occuper de l'impact social que cela aura. Nous réclamons la création de programmes conjoints avec les municipalités concernant l'infrastructure. Nous réclamons que les employés reçoivent une formation pour retrouver du travail. Pourquoi le gouvernement ne considère-t-il pas de tels programmes au lieu de se lancer dans une idée aussi farfelue que ce lien fixe avec le continent? Si le gouvernement s'intéressait à ce genre de programmes, j'en aurais un à lui indiquer.

Il y a un bout de route entre le parc national de Banff et Golden, en Colombie-Britannique, qui n'est guère mieux qu'un sentier à vaches. J'ai communiqué avec le ministre des Travaux publics et le ministre des Finances pour leur dire qu'il serait possible d'améliorer ce tronçon. Il y a une autoroute à quatre voies de Calgary à Banff; elle rétrécit ensuite à deux voies puis, lorsqu'elle atteint Field en Colombie-Britannique, elle n'est guère mieux qu'un sentier à vaches.

Les tribunaux de Golden ou du district de Kootenay sont actuellement saisis d'une affaire relativement aux accidents graves qui se sont produits sur ce tronçon de route. Elle n'a jamais été construite selon les normes de première classe de la Transcanadienne. Le taux de chômage s'élève à 18 p. 100 dans la vallée de Kootenay. C'est un projet que le gouvernement aurait pu entreprendre s'il avait voulu réaliser des programmes dans le but d'améliorer notre système de transport et de répondre aux besoins de l'avenir.

Je ne veux pas dire à l'Île-du-Prince-Édouard qu'elle ne devrait pas avoir ses propres projets et ses propres méthodes, mais il me semble évident que, vu l'endettement actuel du pays, dont le gouvernement parle sans cesse, il existe certainement des façons d'améliorer nos services de traversiers, comme nous l'avons fait en Colombie-Britannique, et de répondre à ce genre de

besoins tout en examinant les autres programmes qui s'offrent à nous.

Les infrastructures du Canada, nos systèmes d'égouts et d'approvisionnement en eau et les autres systèmes de nos municipalités sont en piteux état dans de nombreuses régions. Les municipalités veulent entreprendre des travaux, les provinces aussi, mais le gouvernement fédéral dit non. Il refuse de participer à ce genre de programmes.

Il y a là un problème. À la veille des élections, le gouvernement essaie de lancer des mégaprojets, pas seulement pour concrétiser un de ses rêves dans une autre région du pays, dans ce cas-ci les provinces atlantiques, mais aussi pour obtenir, en vue de sa prochaine campagne électorale, de l'argent des grands entrepreneurs en construction qui vont soumissionner pour ce projet et qui vont lui donner de l'argent. Le gouvernement pourra ainsi se faire réélire et continuer d'échafauder de tels projets grandioses.

Le projet ne lui permettra pas de remplir ses responsabilités financières comme devrait le faire une loi sur les transports. Il ne permettra pas de créer les emplois nécessaires aux Canadiens. Il ne renforcera pas notre compétitivité, au sens où l'entendent les députés d'en face, lorsqu'ils disent: «Il nous faut un gouvernement compétitif si nous voulons être compétitifs sur les marchés mondiaux.» En quoi ce projet va-t-il favoriser notre compétitivité? Au moment où ce projet se réalise, le Canadien Pacifique parle de démanteler ses voies ferrées.

Le gouvernement subventionne la construction d'un pont alors que le transporteur ferroviaire annonce qu'il va démanteler ses voies ferrées. Cette compagnie, si elle donne suite à son intention, devrait payer pour la construction du pont. Si la compagnie ferroviaire se départit de sa voie ferrée, quand on songe aux terres et aux avoirs qui lui ont été donnés, c'est elle qui devrait payer pour la construction du lien fixe, afin que le transport puisse être effectué par camion.

Pourquoi le gouvernement. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre, s'il vous plaît. Comme il est 17 h 45, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, aux termes du paragraphe 78(3) du Règlement, j'ai le devoir d'interrompre les délibérations et de mettre immédiatement aux voix toutes les